

INTERVIEW

Budget : « Les économies pour 2026 sont gonflées à l'esbroufe »


Jean-François Husson, le rapporteur LR du budget au Sénat, doute de la crédibilité du budget 2026. Il met en garde le gouvernement contre la tentation de serrer les boulons en cours d'année sans passer par le Parlement, et appelle à remettre la dette au coeur des débats de 2027.



Le rapporteur général du budget au Sénat, Jean-François Husson (LR). (Photo Blondet Eliot/Abaca)

Par **Sébastien Dumoulin**

Publié le 6 févr. 2026 à 06:25 | Mis à jour le 6 févr. 2026 à 06:36

 Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Le budget 2026 a fini par être adopté cette semaine, après que Sébastien Lecornu a engagé la responsabilité de son gouvernement à trois reprises à l'Assemblée

nationale. Ce revirement du Premier ministre, ainsi que les nombreuses concessions accordées dans la dernière longueur de la négociation avec les socialistes, a laissé des traces au Sénat. Le rapporteur général du budget à la Chambre haute doute de la crédibilité de la copie finale et appelle son propre parti (LR) à se ressaisir.

Le budget 2026 est enfin adopté. Etes-vous soulagé ?

Ma priorité a toujours été de doter la France d'un budget. Mais je regrette qu'il y ait eu tant de faux-semblants du gouvernement. Tout ça pour faire adopter, avec plus d'un mois de retard et grâce au 49.3, un texte qui augmente les dépenses, qui augmente les impôts et qui augmente la dette.

LIRE AUSSI :

- « Il est temps de passer à autre chose » : les dernières motions de censure rejetées, Lecornu tourne la page du budget

Le gouvernement a accusé la majorité sénatoriale d'avoir empêché un compromis en décembre. Pourquoi n'avez-vous pas souhaité conclure dans les temps ?

C'est le bal des hypocrites ! J'ai passé plus de 20 heures à chercher un compromis avec mon homologue de l'Assemblée nationale, mais le gouvernement ne cherchait pas un accord. Par peur de la censure, il a tergiversé sur les économies, sur **la surtaxe à l'impôt sur les sociétés**, etc.

J'avais prévenu le Premier ministre qu'il serait contraint d'utiliser le 49.3 quoi qu'il arrive et qu'attendre ne ferait que coûter plus cher. C'est exactement ce qui s'est passé. Le retard du budget nous a fait perdre 3 à 5 milliards d'euros. Et pour quoi ? Pour payer **des repas à 1 euro** aux étudiants des milieux les plus aisés par exemple. C'est affligeant.

LIRE AUSSI :

- Impôts, économies, dépenses : les 10 mesures à retenir du budget 2026

Le texte permet tout de même de réduire le déficit à 5 % du PIB...

Je doute de la sincérité de ce budget. Les dernières prévisions de recettes pour 2026, notamment pour l'impôt sur les sociétés ou la TVA, reposent sur la reconduction des **bonnes nouvelles de la fin d'année 2025**. Ce n'est pas sérieux : c'est précisément ce que l'on s'était promis d'éviter après la catastrophe de 2024.

« L'objectif de 5 % de déficit ne pourra pas être atteint sans de nouvelles mesures contraignantes, à moins d'un miracle économique »

Quant aux économies, elles sont gonflées à l'esbroufe. Réduire les crédits mis en réserve, ce n'est pas faire des économies. Aucune des concessions annoncées par Sébastien Lecornu sur le perron de Matignon mi-janvier n'est financée. La réalité, c'est que l'objectif de 5 % de déficit ne pourra pas être atteint sans de nouvelles mesures contraignantes, à moins d'un miracle économique.

Pensez-vous qu'il faudra rapidement geler des crédits, comme l'an dernier ?

Je vais suivre l'exécution budgétaire de très près. Mais j'ai prévenu le gouvernement : nous n'accepterons pas des gels et des surgels massifs de crédits tout juste votés comme l'an dernier. Et s'il nous l'impose, ça va secouer au Parlement.

Peut-on encore espérer atteindre 3 % de déficit en 2029 ?

Dans les conditions actuelles, c'est inatteignable. Surtout quand on ajoute 2027 à

l'équation. Il faut changer de méthode et dire la vérité aux Français, comme Michel Barnier et François Bayrou avaient commencé à le faire : tout le monde va devoir faire des efforts pour réduire le déficit. C'est urgent.

Si jamais nous sommes contraints de passer par une loi spéciale en début d'année prochaine, je crains un tremblement de terre à l'élection présidentielle.

LIRE AUSSI :

- **Budget : les pistes pour éviter un nouveau chaos**
- « On ne veut pas être sur la photo » : le budget laisse un goût amer aux partis du socle commun

Votre parti, Les Républicains, ne porte-t-il pas une part de responsabilité dans la situation actuelle, en ayant préféré défendre les retraités et les ménages plutôt que les entreprises et la réduction du déficit ?

Il y a eu une dissonance entre le Sénat et l'Assemblée chez Les Républicains. Nous avons perdu la cohérence de discours, d'objectifs et d'action. Je le regrette. C'est toujours plus facile d'offrir des cadeaux que de demander des efforts. Il faut se ressaisir.

LIRE AUSSI :

- **LE FAIT DU JOUR POLITIQUE - Le grand trouble de LR**

Nous sommes à quinze mois d'une échéance présidentielle mal engagée. Il est temps d'écrire notre récit pour le pays : la France est ankylosée par l'économie publique, recentrons l'Etat sur ses fonctions régaliennes et passons un deal avec les entreprises pour créer un choc de développement et de croissance.

Sébastien Dumoulin

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

Assemblée Nationale

Les Républicains

Finances Publiques


Sébastien Lecornu

Michel Barnier

François Bayrou



Cet article vous a intéressé ?

En tant qu'abonné, chaque mois, vous pouvez offrir jusqu'à 5 articles payants à vos contacts. Cliquez sur le  en haut de l'article.

